

# Les jacobins, à rebours des idées reçues

Coauteur de livre « Haro sur les jacobins », l'historien Côme Simien démonte les clichés qui en font des centralisateurs autoritaires, opposés à des « girondins » démocrates et régionalistes. Que reste-t-il de cet héritage révolutionnaire dans le débat public ? Explications.

[Fabien Escalona](#)

20 avril 2025 à 09h21

Lors d'un meeting de rentrée il y a quelques mois, Raphaël Glucksmann s'est revendiqué « *girondin* » afin de mieux se démarquer d'une « *conception absolutiste du pouvoir* », attribuée aussi bien aux macronistes qu'aux mélenchonistes. La France insoumise (LFI) a beau, quant à elle, se réclamer du « communalisme » en prévision des prochains scrutins municipaux, des spécialistes [interrogés par Mediapart](#) continuent de l'inscrire dans une « *tradition jacobine* ».

Mais de quoi parle-t-on ? Dans le sens commun, le jacobinisme renvoie volontiers à des tendances centralisatrices et uniformisantes, pour ne pas dire autoritaires, auxquelles les girondins s'opposeraient. Il s'agit cependant d'une mémoire distordue du phénomène jacobin. Une mémoire qui ne s'est imposée qu'à l'issue de batailles politiques et académiques, retracées par Guillaume Roubaud-Quashie et Côme Simien dans un livre récent.

Conscients de nager à contrecourant de « *l'imaginaire collectif* », les deux auteurs proposent, avec *Haro sur les jacobins* (PUF, 2025), de « *défaire quelques mythes* ». Ils s'efforcent de plonger lectrices et lecteurs au plus près de la vie concrète de cette mouvance révolutionnaire, puis remontent le temps pour comprendre les ressorts multiples des discours antijacobins.

Maître de conférences en histoire moderne à l'université Paris I-Panthéon-Sorbonne, Côme Simien revient pour Mediapart sur l'identité initiale des jacobins et ce qu'il en reste – ou pas – dans le débat public et les représentations contemporaines.



Simien. © Photomontage Mediapart

**Mediapart : L'adjectif « jacobin » provient du nom d'un club fondé tout au début de la Révolution française. Quels en étaient les membres ? Quelle était leur identité sociologique et politique ?**

**Côme Simien :** Les jacobins sont en effet un club politique de la Révolution française, né entre fin novembre et début décembre 1789. À l'origine, ses fondateurs sont des députés de la toute jeune Assemblée nationale, qui s'est constituée en tant que telle en juin 1789.

Ils étaient une grosse centaine au moment de la fondation. C'étaient des députés du « côté gauche », se disant « *patriotes* » et soutenant le processus révolutionnaire, par opposition aux « monarchiens », du « côté droit », désireux d'interrompre le cours de la Révolution. Ces députés ont jugé nécessaire de se doter d'une organisation, à un moment où ils se trouvaient en difficulté face au côté droit. À l'automne 1789, ils perdaient en effet les élections internes à l'Assemblée et peinaient à peser sur son ordre du jour.

À cet instant initial, le club des Jacobins était composé par une élite sociale et culturelle. Même quand il s'est ensuite ouvert à des non-députés, les droits de cotisation élevés maintenaient à l'écart les catégories populaires. Cela n'empêchait pas un éventail de positions politiques assez important, depuis des personnalités tout à gauche de l'Assemblée, comme Robespierre, jusqu'à des grands nobles libéraux comme La Fayette ou La Rochefoucauld.

**Dans votre livre, vous insistez sur le fait que la forme d'organisation des jacobins, le « club », constitue une grande part de leur originalité.**

La forme du club n'est pas née en France, mais dans d'autres contextes révolutionnaires : ceux de l'Angleterre du XVII<sup>e</sup> siècle, et des États-Unis lors de leur combat pour l'indépendance dans les années 1760-1770.

Un club, c'est une association de droit privé, qui implique d'emblée une forme de liberté vis-à-vis des autorités. C'est déjà une mise en œuvre de principes révolutionnaires comme la liberté de s'assembler et de s'exprimer. Cela correspond aussi à une volonté d'expérimenter d'autres façons d'échanger, en l'occurrence sur des sujets politiques.

Une fois le premier club fondé à Paris, il s'en ouvre rapidement en province. À son apogée, en 1793-94, le réseau de clubs affiliés ou proches des jacobins compte 6 000 « sociétés » locales, et plus de 500 000 membres. C'est considérable.

À partir de 1792, la République est en danger face à une coalition de tous les rois européens. Pour tenir, la Révolution avait besoin de l'énergie de tous. Les clubs jacobins ont donc baissé le montant des cotisations. Il en est résulté un élargissement social sensible. Même des femmes ont pu, ici ou là, participer au mouvement.

### **Cette période historique est extrêmement dense. Que deviennent les jacobins au fil de la Révolution ?**

Le tableau d'origine des jacobins est frappant, car on y voit des gens qui vont bientôt se détester et se porter des accusations sévères, voire mortelles. Au cours de la Révolution, le club va en effet être marqué par une série de scissions.

L'une des plus marquantes est intervenue à l'été 1791, au moment de la tentative de fuite de Louis XVI hors du royaume. Les jacobins les plus modérés pensaient que l'urgence était de sauver la royauté, mais ils ont été en butte, dans le club, à une majorité qui, en réponse à la trahison du roi, s'est mise à penser la République. Il faut noter toutefois que ce choix de la forme républicaine n'était pas celui des députés, mais plutôt des membres du club qui n'étaient pas députés.

Le cœur de la dispute [entre jacobins et girondins] porte sur le rapport aux sans-culottes, mouvement populaire parisien aux revendications égalitaristes.

Une centaine de députés ont alors quitté le club pour en fonder un autre, modéré, celui des « feuillants ». Après ce départ massif, il reste dans le club des jacobins des personnes qu'on qualifiera bientôt de girondins et de montagnards. Car, oui, les girondins ont d'abord été des jacobins ! Et en 1791-1792, les girondins ont même exercé aux Jacobins une influence déterminante, y compris face à des personnalités comme Robespierre.

À partir de l'automne 1792, cependant, les girondins partent ou sont exclus du club. Les jacobins, eux, deviennent des soutiens des députés dits « montagnards », c'est-à-dire ceux qui siègent sur le côté gauche de l'Assemblée nationale. Mais les choses sont complexes, car tous les montagnards ne sont pas jacobins.

Même après le départ des girondins, une diversité de points de vue persiste au sein des jacobins et l'expression du désaccord politique y demeure possible. D'ailleurs, quand Robespierre [se fait arrêter](#) à l'été 1794, le club ne sait pas comment se positionner, car si certains clubistes désapprouvent l'arrestation, d'autres au contraire l'admettent.

## Quel était le cœur de la dispute entre jacobins et girondins ?

Dans la Convention, la nouvelle Assemblée nationale qui siège à partir de septembre 1792 et fonde la République, l'opposition se structure donc entre montagnards (côté gauche) et girondins (côté droit). On a tendance à imaginer que leur opposition viendrait de leurs points de vue divergents sur l'organisation de l'État mais ce n'est pas du tout le cas.

Au premier semestre 1793, le projet de Constitution des girondins, écrit par Condorcet, s'avère très centralisateur. Inversement, du côté des jacobins, les tentatives d'élaborer une contre-proposition constitutionnelle échouent, car ils ne parviennent pas à se mettre d'accord sur l'organisation de l'État. Ajoutons que Robespierre ou Saint-Just, éminents jacobins, imaginent de larges formes d'autonomie pour les municipalités.



Gravure représentant le club des Jacobins à Paris. © Musée Carnavalet

Le cœur de la dispute, entre girondins d'un côté et montagnards et jacobins de l'autre, porte en réalité sur le rapport aux sans-culottes, ce mouvement populaire parisien aux revendications égalitaristes. Les jacobins pensaient qu'il fallait s'appuyer sur eux et s'y allier stratégiquement pour faire avancer la cause révolutionnaire.

Les girondins pensaient que les sans-culottes pesaient trop lourd sur la vie politique nationale. Certains parmi eux ont alors proposé d'installer l'Assemblée dans une autre ville que Paris, tout en restant attachés à l'idée fondamentale d'un État unitaire, édictant et exécutant la même loi pour tous, par le moyen d'un appareil administratif très vertical.

## **Pourquoi, alors, associe-t-on l'opposition centralisation/décentralisation au couple jacobins/girondins ?**

L'assimilation des jacobins à la centralisation naît en fait au lendemain de la chute de Robespierre (juillet 1794).

Il fallait « légitimer » son exécution, tout en épargnant le gouvernement révolutionnaire auquel il appartenait. Les députés qui ont renversé Robespierre ont alors prétendu qu'il souhaitait une « centralisation totale » des pouvoirs et de l'administration, pour mieux usurper l'autorité. Et qu'il s'agissait du projet non pas d'un député ou d'un membre du Comité de salut public, mais d'un jacobin, « le » jacobin par excellence, comptant sur les clubs de province pour avoir les moyens politiques de sa tyrannie.

La dénonciation de la « centralisation » robespierriste a été surtout un argument stratégique. On en veut pour preuve que les mêmes députés qui ont forgé l'expression rédigent, dans les mois suivants, la Constitution la plus centralisatrice de la Révolution – celle du [Directoire](#).

## **L'argument se retrouve pourtant dans la distinction entre « première gauche » et « deuxième gauche », à laquelle Michel Rocard a consacré un [discours célèbre](#) en 1977. Quelle était la fonction de cette distinction ?**

Tout au long du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècle, la mémoire des jacobins a été mobilisée par l'ensemble du spectre politique. Dans certaines parties de la gauche (changeantes avec le temps) pour défendre la Révolution et son héritage ; et à droite, pour condamner la Révolution ou plus subtilement défendre 1789 (la « bonne » Révolution) contre 1793 (la « mauvaise » Révolution). Le mot « jacobin » véhiculait avec lui l'idée d'une république démocratique et sociale que certains revendiquaient et que d'autres exécraient.

À droite, les jacobins sont détestés pour avoir brisé un ordre immuable et ancestral.

Dans les années 1960-1970, quelque chose de nouveau s'est passé. Une « nouvelle » gauche émerge, qui conteste l'influence du Parti communiste français (PCF). Celui-ci, depuis le Front populaire, se proclamait volontiers l'héritier des jacobins, au sens où ces derniers auraient voulu « la Révolution jusqu'au bout », tout comme le PCF. Rocard et d'autres ont tenté de « dé-jacobiniser » la Révolution pour mieux « dé-communiser » la gauche.

Dans son discours de 1977, Rocard distingue deux cultures politiques à gauche : l'une est « jacobine », c'est-à-dire, à ses yeux, « étatiste », « protectionniste » (et l'on comprend que ce n'est pas la sienne) ; l'autre est « décentralisatrice », « régionaliste », refusant les dominations arbitraires de l'État (une gauche « girondine », parée de vertus positives, contre toute réalité historique du « girondinisme »). Pour cette « deuxième gauche », l'adversaire est devenu l'État, que l'on estimait trop présent, trop fort, oppressif.

## **Si l'on fait le bilan, comment s'est décliné le discours antijacobin entre la droite et la gauche ?**

Le discours antijacobin existe dans une certaine tradition d'extrême gauche, incarnée par un historien comme [Daniel Guérin](#), passé du trotskisme à l'anarchisme. Ici aussi, c'est la question de l'État et de sa force qui pose problème, car les jacobins ont effectivement vu dans

l'État une instance garante de l'intérêt commun, et pouvant disposer pour ce faire de prérogatives larges.

Il y a ensuite une tradition d'une gauche libérale que nous venons d'évoquer. On la retrouve aujourd'hui chez Raphaël Glucksmann à travers sa formule « *Ni Jupiter ni Robespierre* » [pour rejeter à la fois Macron et Mélenchon – ndlr]. Elle ne repose cependant sur aucun substrat historique réel, qui permettrait d'opposer une bonne république girondine à une mauvaise république jacobine.

Parler des jacobins, c'est parler des balbutiements de l'expérience démocratique en France.

Dans une partie de la droite et à l'extrême droite, on trouve enfin une tradition antijacobine qui remonte directement à la Révolution, héritée des « contre-révolutionnaires » de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Ici, les jacobins sont rejetés tout simplement car ils sont associés à la Révolution. Mieux : ils l'incarnent. Ils sont donc détestés pour avoir brisé un ordre immuable et ancestral. Cette tradition s'exprime dans les spectacles du Puy du Fou, et Philippe de Villiers en a été un ambassadeur autant politique que médiatique.

**En quoi y a-t-il encore matière à réflexion dans l'histoire des jacobins, au-delà du rétablissement des faits ? S'y référer n'est-il pas suranné en 2025 ?**

Les jacobins ont été des corps intermédiaires politiques, un moyen de faire dialoguer la province et Paris, ainsi que les provinces entre elles. Ces clubs ont suscité une politisation populaire assez incroyable pour l'époque. Ils ont été un lieu de la découverte de la politique moderne. On a débattu, jusque dans des bourgs de départements ruraux, des grandes questions nationales de l'heure, en expérimentant de nouvelles formes d'organisation locale.

Parler des jacobins, c'est parler des balbutiements de l'expérience démocratique en France, réfléchir à ce qu'implique ou ce que rend possible la démocratie représentative, que défendaient les jacobins.

Comment les citoyens peuvent-ils s'organiser pour avoir un poids qui excède celui de leur convocation, à intervalles réguliers, pour des élections ? Quels rapports établir entre mouvements politiques et structures de l'État ? Comment s'engager en politique, la découvrir, la vivre ? Comment être protagoniste de l'histoire en train de se faire ? Ces questions n'ont pas perdu leur pertinence.

[Fabien Escalona](#)